

UNIVERSITÉ PALACKÝ D'OLOMOUC

FACULTÉ DES LETTRES

Département des Études romanes

Marta Boudná

**La comparaison de la présidence française et de la présidence tchèque de
l'Union européenne**

Mémoire de licence

Directeur du mémoire: Ing. Michel Viland

OLOMOUC 2010

ANOTACE

JMÉNO A PŘÍJMENÍ	MARTA BOUDNÁ
Katedra a fakulta:	KRF – Katedra romanistiky, filozofická fakulta
Název práce:	La comparaison de la présidence française et de la présidence tchèque de l'Union européenne
Název práce v angličtině:	The comparison of French and Czech Presidency of the European Union
Vedoucí práce:	Ing. Michel Viland
Jazyk práce:	Francouzština
Rok obhajoby:	2010
Počet znaků:	68 882
Počet příloh:	2
Počet titulů použité literatury:	9
Klíčová slova:	české předsednictví, francouzské předsednictví, Evropská unie, Česká Republika, France
Anotace práce:	Bakalářská práce „La comparaison de la présidence française et de la présidence tchèque de l'Union européenne“ zkoumá problematiku předsednictví dvou evropských zemí: Francie a České Republiky. Práce je členěna do hlavních kapitol a to: Představení programu francouzského a českého předsednictví, Srovnání dvou předsednictví z různých hledisek a Srovnání výsledků. Cílem práce je praktické porovnání úspěchů a neúspěchů těchto dvou zemí při řízení Evropské Unie.
Klíčová slova v antličtině:	czech presidency, french presidency, Czech republic, France, comparison
Anotace v angličtině:	The BA Thesis „La comparaison de la présidence française et de la présidence tchèque de l'Union européenne“ examines issue of the EU presidency of two European countries : France and the Czech Republic. The thesis is divided into three sections: Presenting the French and Czech EU presidency programs, Comparing both presidencies from different perspectives and Comparing outcomes. The aim of this thesis is to confront both achievements and failures of these two countries at the time they governed the EU.

Déclaration

Je déclare que le présent mémoire est le résultat de mon propre travail et que toutes les sources bibliographiques utilisées sont citées.

Olomouc, le 10 mai 2010

Signature:

Remerciement

Le présent mémoire est le résultat d'une collaboration internationale.

J'aimerais bien remercier à M. Michel Viland de m'avoir encouragé tout au long de mon travail et d'avoir ensuite surveillé soigneusement la rédaction de la présente étude.

Sommaire

INTRODUCTION.....	7
1. PRÉSENTATION DES DEUX PRÉSIDENTES	9
1.1. LA PRÉSIDENTE FRANÇAISE	9
1.1.1. L'identité de la présidence française	9
1.2. LES QUATRE PRINCIPALES PRIORITÉS DE LA PRÉSIDENTE FRANÇAISE	10
1.2.1 Les enjeux dans le domaine de l'énergie et le changement climatique.....	11
1.2.2 La politique de l'immigration	11
1.2.3. La politique agricole commune et la politique commune de la pêche	12
1.2.4 Le renforcement de la sécurité et de la défense.....	12
1.2.5. Autres objectifs de la présidence française	13
1.3. LA PRÉSIDENTE TCHÈQUE	14
1.3.1. L'identité de la présidence tchèque	14
1.4. LES PRIORITÉS DE LA PRÉSIDENTE TCHÈQUE.....	15
1.4.1. L'économie.....	16
1.4.2. L'énergie	16
1.4.3. L'Europe et le monde	17
1.4.4. Autres objectifs	18
1.5. Le partenariat stratégique	18
2. LA COMPARAISON DES DEUX PRÉSIDENTES.....	19
2.1. L'ÉNERGIE ET L'IMMIGRATION: LES THÈMES OÙ LES DEUX PAYS ONT TROUVÉ UN CONSENSUS	19
2.1.1. La politique de l'énergie – un défi principal en commun	19
2.1.2 La politique de l'immigration	22
2.2. LES THÈMES NON CONVERGENTS DES DEUX PRÉSIDENTES: LA POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE, LE CLIMAT ET LA DÉFENSE EUROPÉENNE.....	24
2.2.1. La politique agricole commune.....	24
2.2.2. Sur la protection du climat: une discordance d'opinions forte en raison des intérêts économiques.....	26
2.2.3. Sur la défense européenne: une incompréhension de fond d'historique.....	29
2.3. PROGRAMME CULTUREL – LA FRANCE UN PLAN ENCORE AMBITIEUX , LA TCHÉQUIE UN CHOC « MEDIATIQUE »	31
2.4. ÉCONOMIE ET CRISE: DES RÉACTIONS VERBALES DIFFÉRENTES	33
2.5. LE BUDGET ET LES DEPENSES DE CHAQUE PRÉSIDENTE DANS LE TEMPS DE LA CRISE.....	34
2.6. UN ÉVÉNEMENT INATTENDU POUR TOUT LE MONDE	36
3. LES RESULTATS – APRES LA FIN DES DEUX PRESIDENTES.....	37
3.1. APRES LA PRESIDENTE FRANÇAISE	37
3.1.1. Sur l'Union pour la Méditerranée	38
3.1.3. Sur les PME.....	38
3.1.2. La présidence vue par les hommes politiques	39
3.2. Après la présidence tchèque	39
3.2.1. La présidence vue par les hommes politiques	40
3.3. Quoi-en conclure?	40

CONCLUSION	42
BIBLIOGRAPHIE	45
RESUME.....	46
ANNEXES	

Introduction

L'Union européenne est un ensemble unique économique et politique. Cet ensemble est créé par les 27 pays membres. Le but de ce partenariat est la paix, la prospérité et la liberté pour les citoyens des 27 Etats membres démocratiques, soit 498 millions d'habitants.

Le plus haut organisme de l'Union est le Conseil de l'Union européenne qui a été créé en 1950. Il s'agit de l'organe principal qui prend les décisions. Les pays membres y sont représentés chacun par son ministre qui a le droit de participer aux réunions du Conseil. Selon le modèle, utilisé avant la ratification du Traité de Lisbonne, la présidence était tournante, et l'assurance du bon fonctionnement de l'Union était à la charge de chaque représentation nationale.

La présidence du Conseil changeait tous les six mois. L'Etat qui présidait l'Union jouait un rôle essentiel dans tous les processus décisionnels, c'est à dire, il présidait toutes les réunions qui avaient lieu pendant les six mois d'une telle présidence. La présidence dirigeait les processus législatifs, les décisions politiques et contribuait à trouver un compromis entre les pays membres. Elle représentait également le Conseil et l'Union dans les relations avec les pays tiers.

Puisque la présidence de chaque pays ne durait que six mois, il a été nécessaire d'assurer une certaine continuité des processus législatifs et autres. C'était la raison pourquoi existait un ensemble appelé Troïka. La Troïka réunissait les trois pays qui se suivaient dans la présidence en fonction d'un bilan d'action pour cette période (pour les 18 mois) qui a été élaboré. Les Etats ainsi collaboraient activement pour accomplir les priorités majeures.

Le principe de la présidence tournante a été élaboré tel que dans la trinité des Etats qui se sont suivis devait être représenté au moins un grand pays. Ensuite les Etats qui se suivaient ne devaient pas être des nouveaux membres de l'UE ou des Etats neutres. A partir du 1^{er} décembre 2009 quand le Traité de Lisbonne est entré en vigueur, le régime des présidences tournantes reste maintenu seulement au niveau des conseils des ministres thématiques, car pour la représentation permanente de l'Union a été élu le président de l'Union européenne – Herman Van Rompuy. Il est élu pour deux ans et demi.

Dans cette étude nous voulons présenter la présidence française et la présidence tchèque qui se sont suivies dans la conduite de l'Union en 2008/2009 et les comparer. Un grand Etat fondateur de l'Union avait-il un programme très ambitieux et irréalisable? Et un petit pays, membre de l'Union depuis 2004 était-il capable de mener la présidence? Ne préférerait-il pas plutôt ses intérêts nationaux que les intérêts européens?

Dans la première partie nous allons voir la présentation de chaque présidence, le programme et les priorités, puis dans la deuxième partie on les comparera. On s'intéressera également sur la question du budget pendant chaque présidence.

La troisième partie est consacrée à montrer, qu'est-ce qui est resté après, quelles ont été les conséquences, les résultats et comment les deux présidences ont été évaluées par les hommes politiques.

1. Présentation des deux présidences

1.1. La présidence française

C'a été pour la douzième fois que la France a présidé le Conseil de l'Union européenne. Comme un grand pays, un des six Etats fondateurs, membre de l' Eurozone depuis 1999, la France a toujours joué un rôle déterminant au sein de l'Union. De ces faits la France est un joueur dominant et averti sur la scène européenne.

Déjà au début de cette présidence on savait que ceci ne serait pas une présidence comme les autres. La France avec le président Nicolas Sarkozy à sa tête, dont la priorité principale était de faire entrer en vigueur le Traité de Lisbonne, a été chargée de résoudre quatre grandes autres priorités.

La France a pris la présidence le premier juillet 2008 après la Slovénie. La présidence a commencé en pompe par une cérémonie devant l'Arc de Triomphe à Paris.

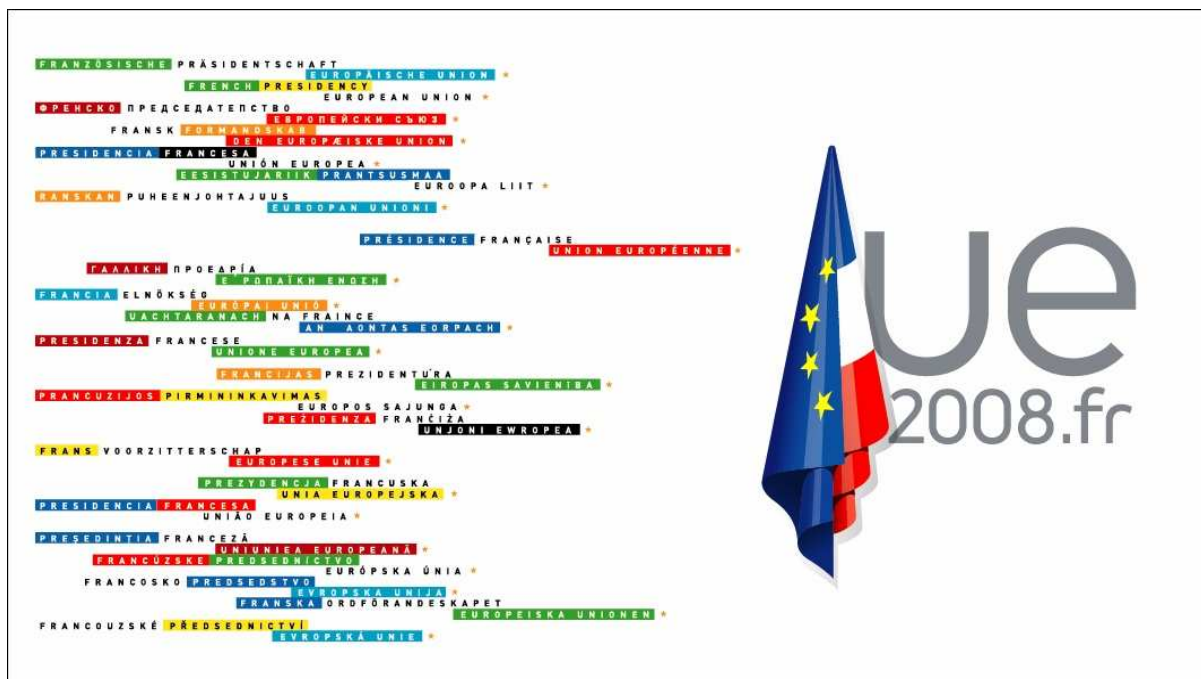
En fonction de l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne, prévue pour janvier 2009, on considérait que la présidence française était la dernière ou une des dernières présidences du Conseil de l'Union.

1.1.1. L'identité de la présidence française

Le logo créé pour la présidence française est simple et visible illustre la puissance de l'alliance entre l'Union et la France et évoque la visée de cette présidence de travailler pour les intérêts européens généraux, c'est-à-dire pour tous les citoyens européens. Il est à la fois politique et populaire. L'identité visuelle qui accompagne le logo rassemble toutes les langues de l'Union européenne et les couleurs nationales des Etats membres.

Le credo de la présidence était: "Une Europe qui agit pour répondre aux défis d'aujourd'hui" .

Le logo de la présidence française:



Source: <http://www.ue2008.fr/>

1.2. Les quatre principales priorités de la présidence française

La présidence française a été critiquée dès la présentation de son programme. De nombreuses critiques l'ont désigné comme un programme trop ambitieux. Les quatre priorités principales que la France a choisies étaient:

- 1) les enjeux dans le domaine de l'énergie et le changement climatique
- 2) la politique de l'immigration
- 3) la politique agricole commune
- 4) le renforcement de la sécurité et la défense

A part ces matières, parmi les autres objectifs de la présidence française étaient les points suivants:

- le projet d'Union pour la Méditerranée
- la réforme sur les PME

1.2.1 Les enjeux dans le domaine de l'énergie et le changement climatique

Les priorités dans ce domaine ont été présentées au printemps 2007, lors du Conseil européen.

Les chefs d'États ont trouvé un accord sur ces objectifs:

- 1) une réduction d' au moins 20%, voire 30% d'ici à 2020 des émissions de gaz à effet de serre dans l' UE par rapport à l'année 1990,
- 2) l'utilisation plus large des énergies renouvelables, c'est-à-dire 20% des énergies renouvelables en 2020 dans l'ensemble de la consommation d'énergie, dont 10% des carburants pour les transports,
- 3) le développement de la technologie „charbon propre“ – développer des nouvelles technologies qui permettent de réduire de manière considérable les émissions du CO2 ce qui est lié à l'utilisation des carburants fossiles dans l'industrie et dans certaines centrales thermiques,
- 4) améliorer l'efficacité énergétique en Europe de 20% d'ici 2020.

1.2.2 La politique de l'immigration

Il s'agissait de conclure un Pacte européen sur l'immigration et le droit d'asile et en plus d'améliorer et d'harmoniser cette politique de chaque État membre.

Les actions menées dans ce domaine ont été ces cinq grands points:

- 1) améliorer l'organisation de l'immigration légale et professionnelle. La France y visait d' établir une carte bleue pour les immigrants fortement qualifiés;
- 2) lutter contre l'immigration illégale et organiser des transits dans les pays d'origine des personnes qui séjournent irrégulièrement sur le territoire de l'Union;
- 3) améliorer la protection des frontières extérieures et mener une gestion contrôlée des entrées sur le territoire de l'Union;
- 4) réformer le droit d'asile – la présidence française proposait d'établir un statut uniforme du réfugié et de fixer des critères communs d'admission des réfugiés d'ici à cinq ans

- 5) augmenter la coopération avec les pays d'origine et créer un partenariat avec eux pour les aider au niveau du développement.

1.2.3. La politique agricole commune et la politique commune de la pêche

Le premier plan de la politique agricole commune a été établi en 1960 et avait pour objectif la soutenance de la production alimentaire. Ensuite ce plan a été modifié plusieurs fois dans le temps. Aujourd'hui l'agriculture doit faire face à de nombreux défis. La question controversée se pose toujours: comment financer la politique agricole commune?

Les dépenses dans le secteur sont relativement élevées, ce qui représente une charge. Son budget varie actuellement autour de 44% du budget communautaire (2007)¹.

La France souhaitait réorienter la politique agricole commune d'ici 2013 pour qu'elle réponde mieux aux nouvelles conditions.

Les priorités principales de la réforme sont d'assurer la sécurité et l'indépendance alimentaire de l'Union européenne, participer à la lutte contre le changement climatique et à la préservation de l'environnement.

1.2.4 Le renforcement de la sécurité et de la défense

Après plusieurs missions européennes menées en Afrique, en Asie et au Moyen Orient la France a pris conscience que les opérations militaires devraient se rendre plus complexes. Cela en fonction d'une défense conduite par Bruxelles, alors que les actions militaires sont menées en majorité dans le cadre de l'OTAN. La France voudrait faire fonctionner le centre d'opérations militaires qui a été créé en 2007 à Bruxelles.

L'Europe souffre d'un manque de capacités militaires, tant que l'Union ne dispose pas de sa propre armée, mais ce manque est aussi évident quant aux capacités civiles. Pour cela la présidence française a élaboré un plan pour l'éducation d'experts militaires.

¹ http://europa.eu/pol/agr/index_fr.htm

1.2.5. Autres objectifs de la présidence française

L'Union pour la Méditerranée

Cette Union créée le 13 juillet 2008 à l'initiative du président français Nicolas Sarkozy a pour objectif de réunir tous les États entourants la Méditerranée pour assurer une meilleure sécurité, une protection de l'environnement plus efficace et pour créer un fort ensemble qui va coopérer sur les thèmes actuels.

La réforme sur les PME

La présidence française proposait aux petites et moyennes entreprises une simplification de l'administrative et de l'environnement juridique pour soutenir leurs activités car les PME jouent un rôle important pour l'économie de l'Union.

Aussi le financement des PME et leur accès plus facile sur le marché européen a été un objectif que la France voulait atteindre.

Conformément au „Small Business Act européen“ la présidence française voulait soutenir l'adoption du statut de société privée européenne. Ce statut permettrait à une société surtout de réduire les coûts. La société privée européenne devrait être une société qui exerce son activité dans un Etat membre de l'UE et en même temps le territoire d'un ou plusieurs autres Etats membres. La société pourrait être créée avec un capital minimum d'1 euro.

1.3. La présidence tchèque

La République tchèque avait le mandat de conduire pendant six mois l'Union européenne pour la première fois du 1^{er} janvier au 30 juin 2009. Cinq ans après son entrée dans l'Union européenne elle disposait d'une grande opportunité de se présenter sur la scène européenne autant que mondiale.

Certains pays craignaient que ce petit Etat au milieu de l'Europe ne soit pas capable de conduire une telle institution que l'Union européenne ou de défendre ses intérêts, car la République tchèque n'avait aucune expérience précédente.

Quelques mois avant sa propre présidence, la République tchèque s'est rendue „célèbre“ par les paroles du président Vaclav Klaus considéré comme un grand euroseptique. Des nombreuses critiques à son adresse ont été publiées dans les médias. Ainsi que plus des commentaires dans les médias critiquant le fait que la République tchèque était à la fois à la tête de l'Union européenne mais en même temps elle était un des pays qui n'ont pas encore ratifié le Traité de Lisbonne n'ont pas été exceptionnelles.

Cette présidence a été représentée par le premier ministre tchèque Mirek Topolánek. Elle a été obligée de répondre à des questions très complexes. Principalement prendre des mesures pour pouvoir faire face à la crise financière, mener des négociations avec la nouvelle administration américaine, ou des négociations avec le fournisseur majoritaire de gaz naturel sur le marché européen – la Russie.

1.3.1. L'identité de la présidence tchèque

Le logo sélectionné par la présidence tchèque voulait représenter la cinquième liberté, et c'est à dire la libre circulation des informations et des connaissances.

L'illustration qui accompagne ce logo sont des sigles des noms de tous les Etats membres de l'Union européenne ce qui veut évoquer la correspondance avec la devise de cette présidence: L'Europe sans barrières.

Le logo de la présidence tchèque:



Source: <http://www.eu2009.cz/>

L'Europe sans barrières exprime l'effort de la présidence tchèque de limiter les barrières économiques, culturelles et administratives existantes encore aujourd'hui au sein de l'Union. Ces barrières freinent le développement de l'Europe et empêchent ainsi le processus de renforcement. Seule une Europe forte peut réagir effectivement aux problèmes actuels.

1.4. Les priorités de la présidence tchèque

La République tchèque voulait se concentrer sur les trois thèmes principaux, conclus en trois E:

- 1) L'économie
- 2) L'énergie
- 3) L'Europe dans le monde

Parmi les autres objectifs:

- Le projet Partenariat oriental

1.4.1. L'économie

En ce qui concerne ce thème, la présidence devait d'abord résoudre les problèmes liés à la crise financière qui avait des conséquences dans le monde entier. La République tchèque souhaitait renforcer la transparence et la stabilité des marchés financiers. Ensuite éviter l'approfondissement de la crise et finalement contribuer à une nouvelle croissance économique.

La situation économique difficile pour les économies de tous les pays et surtout pour le commerce international tentait les Etats membres vers le protectionnisme. Parce que cette pratique est interdite et déforme le commerce, la présidence tchèque devait également veiller au fonctionnement correct du marché européen.

Malgré la crise, une grande priorité de la présidence tchèque consistait au soutien et au développement du capital humain, principalement dans le domaine de l'enseignement et de la recherche. L'importance attribuait la présidence aussi au développement de la compétitivité de l'Union européenne sur le niveau mondial et à la suppression des barrières qui existaient au sein de l'Union. Elles sont étées en majorité de caractère administratif ou réglementaire et empêchaient les Etats membres de profiter de toutes les libertés, surtout de la libre circulation des travailleurs, des services et des connaissances.

1.4.2. L'énergie

L'énergie est une question clé et nécessaire pour le bon fonctionnement de l'Union. Il s'agit non seulement de la sécurité énergétique, mais cette question complexe implique également la question du changement et du réchauffement climatique, contre laquelle l'Union s'est chargée de lutter.

L'Union européenne n'a pas suffisamment de ressources pour produire une telle quantité d'énergie pour couvrir toute la demande (qui a en plus une tendance croissante). Il est donc important, même indispensable, d'assurer l'importation de ces matières à temps et pour un prix correct. De nombreux pays européens sont dépendants des importations du pétrole et du gaz naturel de la Russie. Malheureusement la Russie se montre comme un partenaire peu

crédible. Un autre problème consistait dans les relations entre l'Europe, la Russie et les pays transitaires (p.ex. Ukraine). Pour cela l'Union et la République tchèque se sont efforcées de diversifier le plus possible les fournisseurs de ces commodités, ou d'essayer de devenir moins dépendantes dans le domaine de l'énergie.

L'indépendance énergétique pourrait être réelle avec l'utilisation de nouvelles technologies, des énergies renouvelables, des économies d'énergie ou avec l'augmentation de l'efficacité énergétique.

Une attention particulière a été consacrée à la création du marché intérieur unique de l'électricité sur le territoire de l'Union.

1.4.3. L'Europe et le monde

L'Union européenne se rend compte de son poids sur la scène internationale. Son potentiel futur consiste en maintenir des relations internationales avec les pays stratégiques. Non négligeable est la question de son élargissement. Actuellement l'Union mène les négociations d'adhésion avec la Croatie et s'efforce de maintenir des bonnes relations avec les pays des Balkans.

Le rôle de la Turquie par rapport à l'Union est un sujet discutable depuis longtemps, la présidence tchèque voulait que les négociations d'adhésion avec ce partenaire stratégique continuissent, même si quelques Etats membres étaient contre cette adhésion et préféreraient plutôt un partenariat privilégié.

Concernant les relations internationales, il faut mentionner aussi la mission menée par l'Union à Gaza. L'Union s'est efforcé à réouvrir les négociations de paix dans le pays. Le conflit entre Israël et Palestine dure depuis de nombreuses années. L'Union refusait toute la forme de violence et en partenariat avec d'autres organisations internationales, cherchait à solutionner la situation d'une façon optimale pour les deux côtés.

Aussi l'Union européenne doit garantir une protection contre de nombreuses menaces du 21^{ème} siècle – le terrorisme, la menace des armes nucléaires etc. La présidence tchèque

souhaitait se pencher sur le renforcement de la sécurité européenne, notamment sur l'amélioration et le resserement des relations avec l'OTAN et une meilleure coordination des activités auprès des missions internationales.

Pour une plus grande sécurité à l'intérieur de l'Union, la présidence tenta de faire progresser le plan de la coopération internationale Schengen ainsi que la réforme sur la politique de l'immigration de d'asile et une plus intensive coopération policière et douanière.

1.4.4. Autres objectifs

Le projet de Partenariat oriental

La présidence tchèque était consciente que la dimension de l'intégration européenne à l'extérieur de l'Union était un fait nécessaire et stratégique. Pour cela elle voulait se consacrer à l'élargissement des partenariats privilégiés dans la région de l'Europe de l'est.

1.5. Le partenariat stratégique

Avec le début de la présidence française, les deux pays, la France et la République tchèque qui ont été en histoire toujours assez proches, ont contracté un partenariat stratégique. Cette action prouvait la coopération entre les deux Etats dans plusieurs domaines.

Le partenariat stratégique

Ce document, signé le 16. juin 2008 à Prague par le premier ministre tchèque, Mirek Topolánek et le président de la France, Nicolas Sarkozy s'appuyait sur les relations qui ont toujours existé dans l'histoire entre les deux pays. L'essentiel du partenariat stratégique était de renforcer ces relations à l'occasion de la suite ces pays dans la présidence de l'Union européenne. Les deux pays se sont formés en un partenariat de coopération, par exemple dans le domaine de la politique étrangère, de l'énergie et environnement, mais surtout dans le domaine des échanges commerciaux.

2. La comparaison des deux présidences

Dans cette partie on s'efforcera de comparer objectivement les deux présidences, les actions menées et les différentes stratégies.

Les deux présidences ont convergé un accord sur quelques priorités. Et cela en matière d'énergie et partiellement en matière de politique de l'immigration. Par contre, sur les autres objectifs la conjonction n'était pas trouvée car chaque présidence visait à mener sa propre politique. La France a fait connaître un programme qui s'exprimait plutôt pro-européen (la politique du climat, la défense européenne) alors que la République tchèque préférait défendre tout d'abord ses intérêts nationaux.

Ensuite on verra comment les deux présidences ont été financées, comment a évolué l'économie européenne pendant la crise économique et financière et combien de dépenses ont fait les gouvernements. Enfin nous analysons le programme culturel de chaque présidence et aussi l'affaire politique qui s'est passée pendant la présidence tchèque – la chute du gouvernement.

2.1. L'énergie et l'immigration: les thèmes où les deux pays ont trouvé un consensus

Bien évidemment les deux pays n'ont trouvé un consensus partiel que sur quelques thèmes, parce que chaque pays a vu la problématique sous une autre perspective. Comme nous l'avons déjà mentionné parmi ces thèmes appartenaient:

- La politique de l'énergie
- La politique de l'immigration

2.1.1. La politique de l'énergie – un défi principal en commun

La politique européenne de l'énergie veut selon le programme de la présidence française dire: *contribuer à la lutte contre le réchauffement climatique, garantir la compétitivité des économies européennes et la disponibilité d'une énergie abordable, accroître la sécurité de l'approvisionnement de l'Union.*

La France s'est orientée surtout sur la garantie de la sécurité énergétique par les démarches tant externes:

- l'augmentation de l'efficacité énergétique
- l'économie de 20% d'énergie d'ici à 2020
- l'utilisation plus large des bicarburants

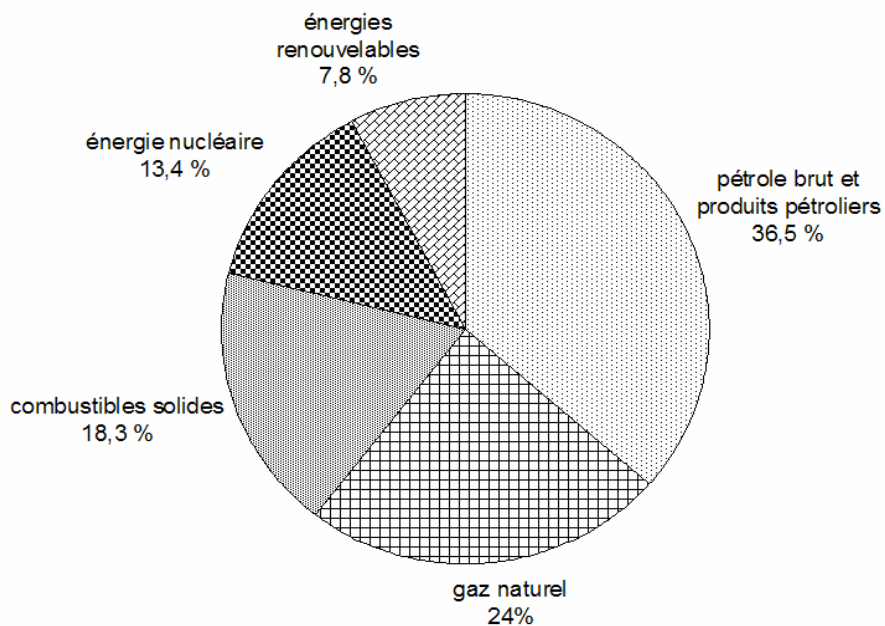
qu'internes:

- la question du choix des véritables partenaires énergétiques (les fournisseurs) et le dialogue plus intensif avec les pays de transit (Ukraine et les pays d'Asie centrale)

La présidence française a choisi de résoudre la question de la sécurité énergétique en parallèle avec le problème du réchauffement climatique, car avec la consommation augmentée des énergies et des carburants, augmente aussi la pollution de l'environnement. Ces deux problématiques ont été incluses dans le paquet énergie-climat.

Un point également nécessaire était la nouvelle politique des transports qui prenait en compte le développement durable. La France encourageait beaucoup ses partenaires européens vers un changement du bouquet énergétique et cela en sorte de remplacer une partie de l'énergie fabriquée du pétrole ou du gaz par des énergies renouvelables.

Le bouquet énergétique de l'Union Européenne en 2007 (consommation)



Source: <http://www.senat.fr/rap/r09-108/r09-1081.gif>

En 2007 l'UE a consommé 7,8% d'énergie renouvelable, dont la plupart venait de la biomasse – à peu près 4,5%, puis de l'énergie géothermique, solaire, éolienne et hydroélectricité.

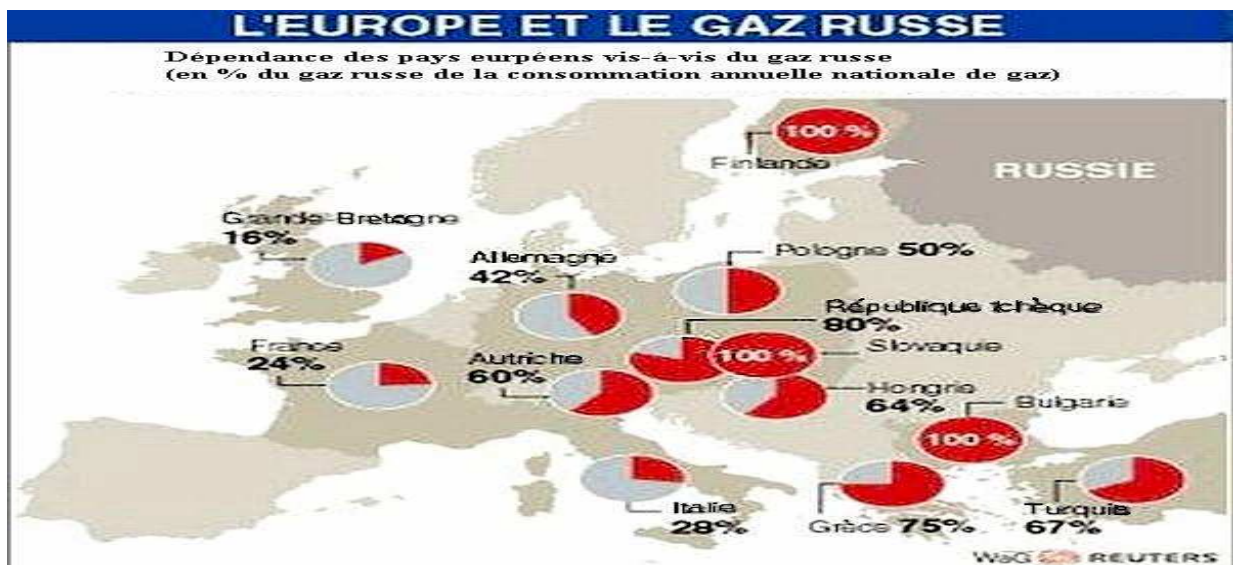
La République tchèque, dont une des priorités était aussi la politique de l'énergie, cherchait également à renforcer le dialogue avec les pays qui possèdent des ressources énergétiques, notamment la Russie, ainsi qu'avec les pays de transit (l'Ukraine).

La plupart des efforts de la présidence tchèque furent consacrés à la compétitivité et à l'assurance de la sécurité énergétique par le biais de la diversification des ressources, la recherche de nouveaux fournisseurs et par l'établissement de la politique énergétique commune.

Pour diversifier les fournisseurs de gaz et de pétrole, le premier ministre tchèque Mirek Topolánek a effectué quelques voyages au Moyen Orient pour entrer en contact et soutenir la coopération bilatérale avec les pays autour de la région caspienne, c'est-à-dire le Kazakhstan, le Turkménistan et l'Azerbaïdjan.

Déjà au début de son fonctionnement (janvier 2009) la présidence tchèque a été obligée de résoudre le conflit entre la Russie et l'Ukraine - le pays de transit. La Russie a accusé l'Ukraine de vol de gaz naturel et a supprimé la livraison. De ce fait quelques pays ont eu du mal à exister sans le gaz russe.

La dépendance des pays européens vis-à-vis du gaz russe en %



Source: http://tempsreel.nouvelobs.com/actualites/international/europe/20090104.OBS8189/crise_du_gaz_gazpr_om_veut_saisir_un_tribunal_de_stockh.html

2.1.2 La politique de l'immigration

La liberté et la démocratie sont des valeurs essentielles dans la société. L'Europe se trouve actuellement dans un dilemme entre la libre circulation des personnes et les droits des hommes. Elle doit exercer une politique en combinant les deux facteurs et pour cela elle devrait construire une meilleure politique de l'immigration. Car la France est un des pays dont l'immigration touche le plus, elle a choisi comme une de ses priorités principales l'amélioration de cette politique.

La politique de l'immigration proposée par la France avait pour objet:

- organiser l'immigration légale et favoriser l'intégration des immigrants
- lutter contre l'immigration illégale
- renforcer l'efficacité des contrôles aux frontières de l'Union
- construire un partenariat durable avec les pays d'origine et de transit

Faisons un petit rappel de la structure de l'immigration dans chaque pays pour comprendre pourquoi la présidence française a consacré beaucoup de temps à traiter ce sujet:

➤ L'immigration en France:

En 2004 résidaient sur le territoire métropolitain 4,9 millions d'immigrés², représentant 8,1 % de la population, ce qui est un taux assez important.

La majorité des immigrants sont d'origine d'Afrique, d'Asie ou de l'Espace économique européen.

Un quart des immigrants ont un diplôme de l'enseignement supérieur.³

2 <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/dossiers/immigration/chiffres.shtml>

3 <http://www.wk-rh.fr/actualites/detail/20384/les-immigres-ont-toujours-autant-de-difficulte-a-acceder-a-un-emploi.html>

➤ L'immigration en République tchèque:

En République tchèque en 2005 le nombre des immigrés variait autour de 310 000 personnes, ce qui représentait 2,5% de la population, ce qui reste un taux très faible.⁴ La République tchèque est pour les immigrés plutôt le pays de transit que la destination.

L'origine des immigrés est notamment ukrainienne, vietnamienne, russe, polonaise et slovaque. Seulement un petit nombre parmi ces immigrés sont des personnes avec une formation universitaire. Les immigrés qualifiés cherchent leur chance dans les pays occidentaux.

Il est évident que l'immigration en France est beaucoup plus puissante et qu'il s'agit en majorité de l'immigration d'origine des anciennes colonies françaises (Algérie, Tunisie). Le flux des étrangers de la Turquie vers la France est également considérable. Ainsi les différences culturelles sont assez profondes. De nombreux immigrés déclarent des problèmes avec la compréhension ou l'utilisation de la langue française.

Par contre, en République tchèque, la majorité des immigrés sont des personnes provenant de l'Europe de l'Est. Il existe certains éléments communs ou proches entre la République tchèque et ces pays de l'Europe de l'Est – langue slave et culture plus ou moins ressemblante, les immigrés s'adaptent plutôt bien.

Il est intéressant d'observer la problématique de l'immigration en parallèle avec le vieillissement démographique de la population européenne. L'extrait suivant d'un livre publié en 1997 indique que: „*Le rapport sur la situation démographique indique qu'un apport de 5 à 7 millions d'immigrants par an serait nécessaire vers 2025 pour résoudre des déséquilibres à venir. Un tiers de la population européenne aura alors plus de 60 ans*“⁵.

Pour cela, la France a proposé dans le pacte immigration que chaque Etat aurait à sa charge de mettre en oeuvre de politiques d'immigration professionnelle et de décider le nombre des personnes qui auront le permis d'immigrer en fonction des besoins de son marché de travail.

4 <http://www.radio.cz/fr/article/86228>

5 Jean-Francois Malterre, Christian Pradeau- L'Union européenne en fiches, Brédal 1997, page 77

Après l'ouverture des frontières entre les pays membres, il fallait faire face à la migration et harmoniser la stratégie commune, car si chaque Etat gérait la question de l'immigration de son propre système cela pourrait avoir des conséquences négatives sur l'ensemble d'autres Etats.

2.2. Les thèmes non convergents des deux présidences: la politique agricole commune, le climat et la défense européenne

Même si la présidence française et tchèque (et aussi la présidence suédoise) ont coopérées dans le le cadre de „Troïka“, les intérêts différents ont causé des divergences sur des thèmes clés.

Par exemple, concernant la réforme de la politique agricole commune, les deux pays n'ont pas trouvé un consensus commun. La politique agricole commune a été d'un des grands projets des deux pays.

Pareillement dans le cas de la protection du climat, où la présidence française a déployée un grand effort, la présidence tchèque n'a pas présenté sa propre stratégie claire en cette matière. Dans le domaine de la défense européenne la présidence française a été beaucoup plus active. Enfin la question de sauvetage de la croissance économique européenne a apporté également des désaccords.

2.2.1. La politique agricole commune

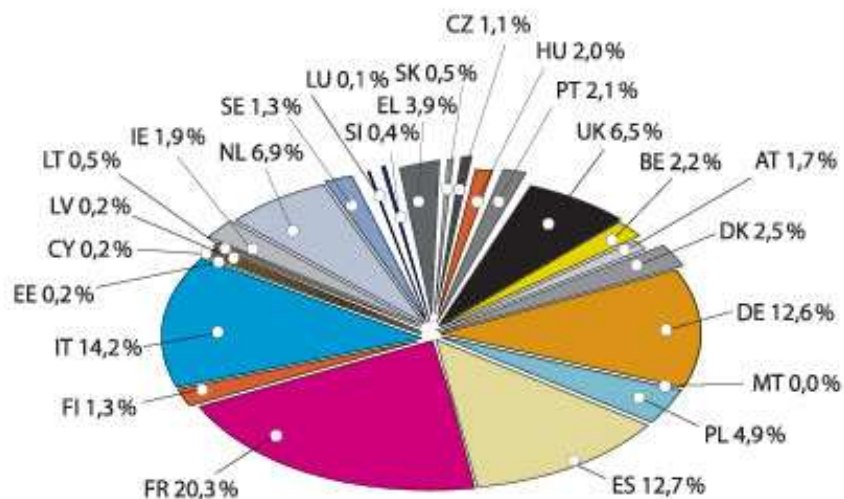
L'agriculture européenne doit faire face aux défis qui apparaissent au 21 siècle. contrairement à ceux années 1950. où l'objectif majeur était tout simplement de „nourir“ l'Europe. Parmi les défis actuels appartiennent:

- la qualité des produits agricoles pour un prix adéquat
- le développement progressif de l'agriculture
- le changement climatique et la pollution de l'environnement
- la gestion des eaux
- la biodiversité

La France a reconnu la nécessité de réformer l'agriculture ainsi que la République tchèque. Mais chaque pays proposait un autre mode de gestion de l'agriculture en Europe. En France

l'agriculture est une activité essentielle, traditionnelle et plus puissante que l'agriculture en République tchèque. La France est un grand pays agricole et le plus grand producteur de produits agricoles en Europe, comme on peut le voir sur le graphe suivant:

PART DANS LA PRODUCTION AGRICOLE DE L'UE (% - 2005)



Source: http://ec.europa.eu/agriculture/capexplained/index_fr.htm

La présidence française alors proposait de constituer un mécanisme, pour que les agriculteurs européens puissent s'imposer sans difficultés considérables sur le marché européen, voire mondial (donc ne cesser pas de les subventionner). Une autre proposition était aussi l'idée de construire un marché commun de produits agricoles au sein de l'Europe en sorte que les produits agricoles produits à l'intérieur de l'UE auraient la priorité devant les produits des pays tiers – mais c'est en effet une forme du protectionnisme agricole.

Le président français Nicolas Sarkozy s'exprimait en ce sens que l'UE ne devrait pas être dépendante à l'importation de denrées alimentaires des pays non-membres.

La République tchèque, plus libérale que la France, voyait la solution plutôt dans la suppression de barrières bureaucratiques.

Elle s'est concentrée vers:

- la baisse des aides directes pour les agriculteurs:

l'intérêt de baisser les aide directes était partagée par la présidence tchèque et la présidence suédoise qui la suivait.

L'idée principale était de réduire ces dotations accordées aux agriculteurs, de libéraliser le marché en enlevant les barrières administratives, et en même temps de soutenir la compétitivité en encourageant les agriculteurs à s'imposer sur le marché international.

La présidence tchèque souhaitait également harmoniser l'attribution des aides directes pour tous les Etats membres en défendant que ces aides ne devraient plus être liées à la production (coupled payments) pour encourager les agriculteurs à produire le plus possible.

- la sécurité des aliments:

la présidence tchèque avait entre autre pour objectif de réviser la politique de l'UE par rapport à la qualité des denrées alimentaires. La protection des produits de qualité ainsi que la simplification de la législative étaient également dans le centre d'intérêt.

Nous avons mis la problématique de la politique agricole commune dans la partie des thèmes de désaccord car l'idée de réformer la politique agricole était commune mais les stratégies et les propositions pour la réalisation et les objectifs se distinguaient. Alors que la présidence tchèque agissait dans l'esprit du libéralisme, (la baisse des subventions pour les agriculteurs pour les encourager à s'imposer sur le marché mondial), pour la France la réduction des subventions présentait un grand problème ainsi que les efforts de libéraliser le commerce mondial des produits agricoles, la France voulait toujours protéger son agriculture importante.

2.2.2. Sur la protection du climat: une discordance d'opinions forte en raison des intérêts économiques

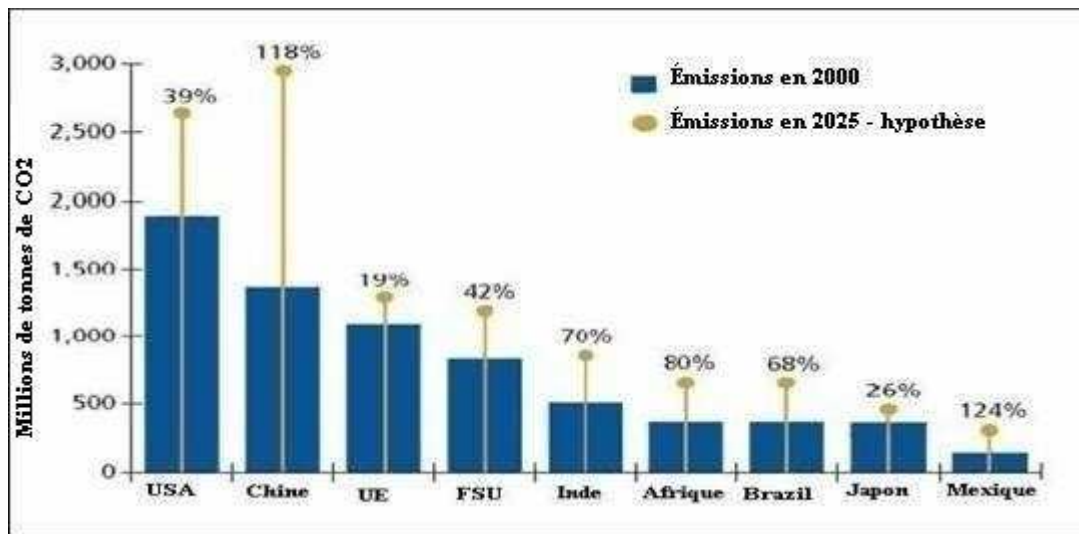
La présidence française s'est beaucoup engagé dans le domaine du changement climatique. Elle a élaboré un plan d'action, appelé le Paquet énergie-climat. Nous avons déjà décrits dans la première partie de ce mémoire les points impliqués dans le paquet énergie-climat

Il est évident que la France voulait défendre ici les intérêts européens. Le climat est avec l'énergie la question clé qui doit être solutionnée pour le bon fonctionnement de l'Union et le dossier „Climat“ a été indiqué par la France comme le dossier principal. Le président français Nicolas Sarkozy qui été à la tête de la présidence a qualifié ce dossier comme „le plus difficile de sa présidence.“

La pollution de l'air devient un problème grave et provoque le réchauffement climatique, ce qui engendre toute une série de difficultés – économiques, démographiques, naturelles etc. Avec la croissance de la population, les exigences augmentent et ainsi la pollution de l'environnement devient plus large.

Sur le graphique suivant nous pouvons voir le taux des émissions de CO₂ dans le monde en 2000 et puis l'hypothèse sur les émissions de CO₂ en 2025.

Prévisions d'émissions de gaz à effet de serre en 2025 dans le monde



Source: Projections basées sur AIE, 2003. "FSU" = anciens pays communistes.

La présidence française avait alors la tâche difficile de convaincre tous les 26 Etats membres sur la nécessité d'adopter le Paquet énergie-climat dans les délais les plus proches. Pour les Etats de l'Europe de l'Est, donc la République tchèque comprise, l'adoption du paquet pouvait représenter des difficultés car ils voulaient préserver leur croissance.

Finalement, en décembre 2008 la France a clôturé sa présidence avec un grand succès, car les 27 Etats membres ont trouvé un accord sur le Paquet énergie – climat. L'Union Européenne pouvait ainsi montrer au monde son engagement en matière de lutte contre le changement climatique. Cette démarche a été très importante parce qu'elle a unifié l'opinion de toute l'Union avant la conférence internationale de Copenhague de décembre 2009.

Le Paquet admis par les 27 Etats membres en décembre 2008 contient ces objectifs pour 2020:

- réduire de 20% les émissions de gaz à effet de serre
- atteindre 20% d'énergies renouvelables dans la consommation énergétique totale de l'UE
- augmenter de 20% l'efficacité énergétique (économie d'énergie)

Les permis d'émission de CO₂

Le marché des permis d'émission de CO₂ est un marché important au sein de l'Union qui limite la pollution de l'air. Le mécanisme fonctionne de façon que tous les pays membres possèdent un nombre déterminé de ces permis qu'ils distribuent parmi chaque usine rejetant une grande partie des émissions de CO₂. Chaque permis donne le droit d'émettre 1 tonne de charbon dans l'air.

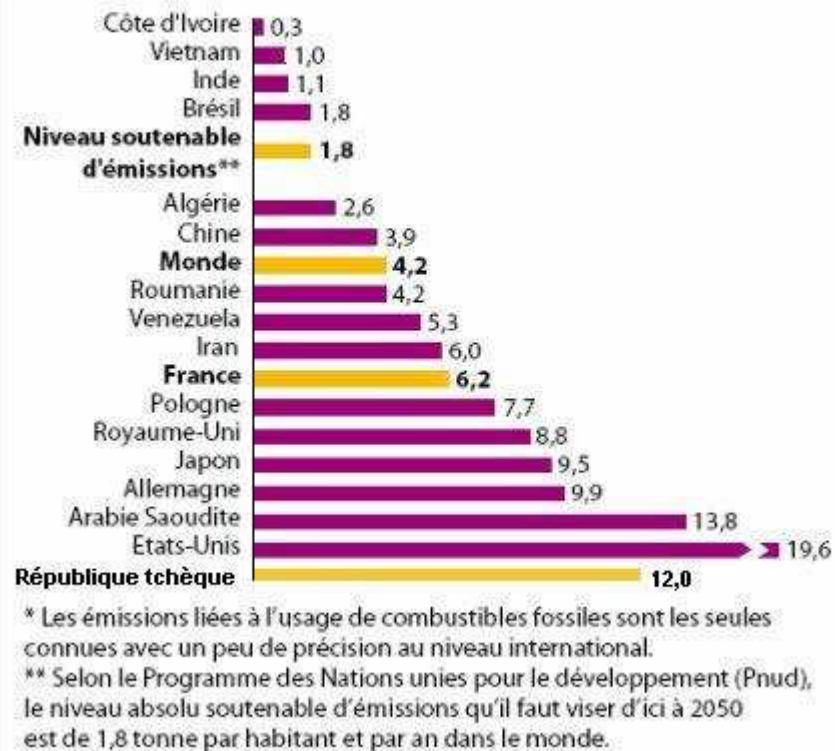
Actuellement les permis d'émission sont en majorité gratuits, mais cette stratégie finira en 2012. A partir de là la France proposait que les firmes les achètent progressivement, jusqu'à arriver à 100% des permis achetés (en 2013 pour les stations électriques). La République tchèque était contre cette proposition avec d'autres Etats de l'Europe de l'Est.

La République tchèque, même si elle a déclaré la nécessité de travailler sur la protection du climat dans le programme officiel de sa présidence, en réalité s'est peu engagée en cette matière. En fait, elle a dû poursuivre le travail commencé par la présidence française, car la France, la République tchèque et la Suède ont obligatoirement coopéré dans le cadre de la pratique appelée „Troïka“, mais la présidence tchèque n'a montré aucune propre initiative. Cela montre aussi le fait que pendant la présidence tchèque seulement deux grandes manifestations du Conseil sur le sujet „Environnement“ ont été organisées alors que pendant la présidence française le nombre des manifestations s'élevait à quatre.

La République tchèque, bien connue en Europe surtout pour son président extrêmement eurosceptique et qui refuse l'idée du changement climatique, n'a pas convaincu l'Union de sa volonté de montrer un effort là-dessus. En plus la présidence tchèque était plutôt favorable à faire progresser sa compétitivité que de chercher à faire des limitations dans son économie. Le même point de vue ont eu les autres pays d'Europe de l'Est, utilisant largement le charbon comme la source d'énergie (dans le contexte de la politique des permis d'émission de CO₂).

C'est le cas de la Pologne, dont la production d'énergie dépend à plus de 90% sur le charbon⁶. Finalement quelques pays de l'Est ont obtenu l'exception qui compte que ces Etats vont acheter 100% des permis pour les centrales électriques en 2016 le plus tard.

Emissions de CO2 liées aux combustibles fossiles* en 2005, en tonnes par habitant



Source: AIE

Ajoutons seulement qu'en République tchèque 50% d'émissions de CO2, soit 6 tonnes sont liées à une vieille structure des centrales électriques. En Tchéquie existait en 2007 exactement 16 centrales thermiques avec une performance supérieure à 200MW. Elles utilisent des combustibles fossiles (charbon, gaz ou mazout).

2.2.3. Sur la défense européenne: une incompréhension de fond d'historique

Le paquet „Défense“ comprend quelques éléments, difficilement acceptables auprès de quelques Etats membres de l'Union car trouver un point de vue au moins peu commun entre les 27 Etats, alors que chacun exerce son propre système de défense, n'est pas facile.

⁶ http://www.euractiv.fr/energie/2008/11/04/climat-future-presidence-tcheque-sera-pragmatique_52119

D'après le ministre français de la défense, Hervé Morin, „*les 27 ne peuvent pas avoir la même ambition*“⁷. Il a ajouté qu'il était possible que les propositions présentées par la France ne seraient admises que par une certaine partie des Etats.

La présidence française a présenté toute une série de projets, parmi eux par exemple le projet Erasmus militaire, fonctionnant sur le même principe qu'Erasmus pour les étudiants sur l'Université, qui permettrait d'augmenter les échanges internationaux des jeunes militaires en assurant l'utilité tant pour les étudiants que pour les Etats membres. D'autres propositions étaient de créer en Allemagne une école de pilotage ouverte pour tous les Etats membres, l'idée de créer un marché commun avec le matériel militaire ou le renforcement des relations entre l'UE et l'OTAN.

Pour que les projets ne soient pas bloqués par le Parlement européen, tous les pays pouvaient participer volontairement seulement sur quelques points. Par exemple la Roumanie, la Hongrie et la Bulgarie ont annoncé de ne pas vouloir participer au programme A400M.⁸

L'arrivée de la présidence tchèque n'a pas influencé de façon considérable le changement de la défense commune. La République tchèque n'a proposé aucun projet innovant ou amélioré. Par contre, elle a assisté au renforcement des relations notamment avec les États-Unis et les relations dans l'Union, puis les relations stratégiques avec les pays de la région caspienne. Le ministre tchèque pour les Affaires européennes, Alexandr Vondra, a sur ce thème mentionné que l'Union européenne n'était pas créée pour une raison militaire comme l'OTAN, et qu'il ne fallait pas concurrencer ou menacer le bon fonctionnement de celle-ci.

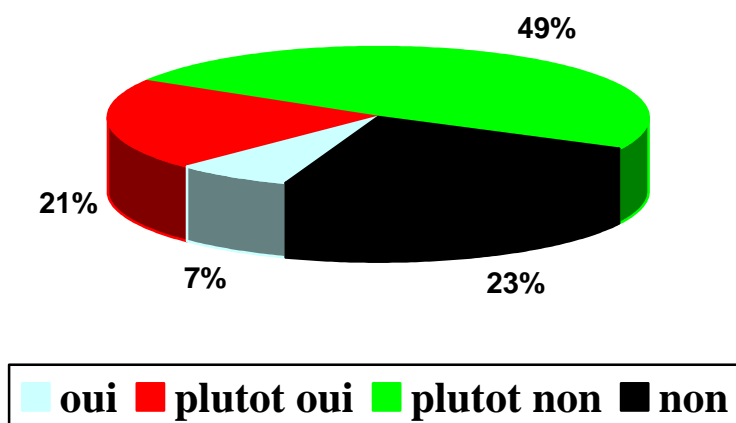
La République tchèque et également la Pologne ont promis en 2007 aux États-Unis la coopération dans le cadre de la construction d'un système de la protection antimissile. Le projet a été finalement annulé par le président Barack Obama en 2009. Il est intéressant à voir que ce projet a été soutenu par le gouvernement tchèque, mais la plupart de Tchèques était contre. Contre ce système s'exprimait aussi la Russie.

⁷ http://www.euractiv.fr/institutions/2008/11/07/27-ne-peuvent-pas-avoir-meme-ambition_53329

⁸ A400M est un projet militaire – il s'agit d'une escadrille européenne composée des avions de transport A400M

Il pourrait sembler que la République tchèque préférerait plutôt la coopération militaire avec les États-Unis. Malgré tout cela n'est pas tout à fait vrai. L'agence STEM, a réalisé en 2009 une enquête avec la question est-ce que les Tchèques croyaient que pour la défense de la République tchèque était plus importante la coopération avec les États-Unis que celle avec l'UE. Le résultat: 49% de citoyens ont répondu que la coopération avec les États-Unis n'était pas tellement importante.

Croyez-vous que pour l'assurance de la défense de la République tchèque, la coopération avec les États-Unis est plus importante que celle avec l'Union Européenne?



Source: STEM, Trends 2/2009

2.3. Programme culturel – la France un plan encore ambitieux , la Tchèquie un choc « médiatique »

Chaque présidence est accompagnée d'un programme culturel par lequel elle présente sa propre culture, la fait connaître aux autres citoyens européennes ou la propage à l'intérieur et à l'extérieur de l'Union.

La France a lancé à l'occasion de sa présidence un programme culturel nommé « Saison culturelle européenne » avec le but de présenter aux citoyens européens son patrimoine. Les manifestations qui ont eu lieu ont été organisées partout dans la France pour qu'elles soient accessibles au plus large public.

Les événements ont été divisés en trois catégories principales :

- Des projets « tandem » - il s'agit de la coopération dans le domaine de la culture entre la France et les autres 26 pays membres.
- Des manifestations exceptionnelles – elles sont destinées à un très grand public.
- La série de panoramas thématiques – une approche artistique dans les disciplines : le cinéma, la littérature, le théâtre, l'art contemporain, le design, la photographie, la musique actuelle.
- Le cycle de 27 œuvres européennes - 27 livres ; 27 films ; 27 spectacles ; 27 concerts, 27 expositions et 27 leçons d'histoire.

Quelques manifestations ont été réalisées dans toute l'Europe, par exemple la tournée de la Comédie française dans les nouveaux pays d'Europe, dont aussi en République tchèque. Le budget de la Saison culturelle a été au total 6 millions d'euros.

La République tchèque, elle aussi a préparé un programme culturel, qui comptait plus de 600 événements culturels sur le territoire de l'État et d'autres approximativement 90 à l'étranger. Pour un grand public ont été organisés les „Eurofestivals“ – festivals culturels dans toutes les régions de la République.

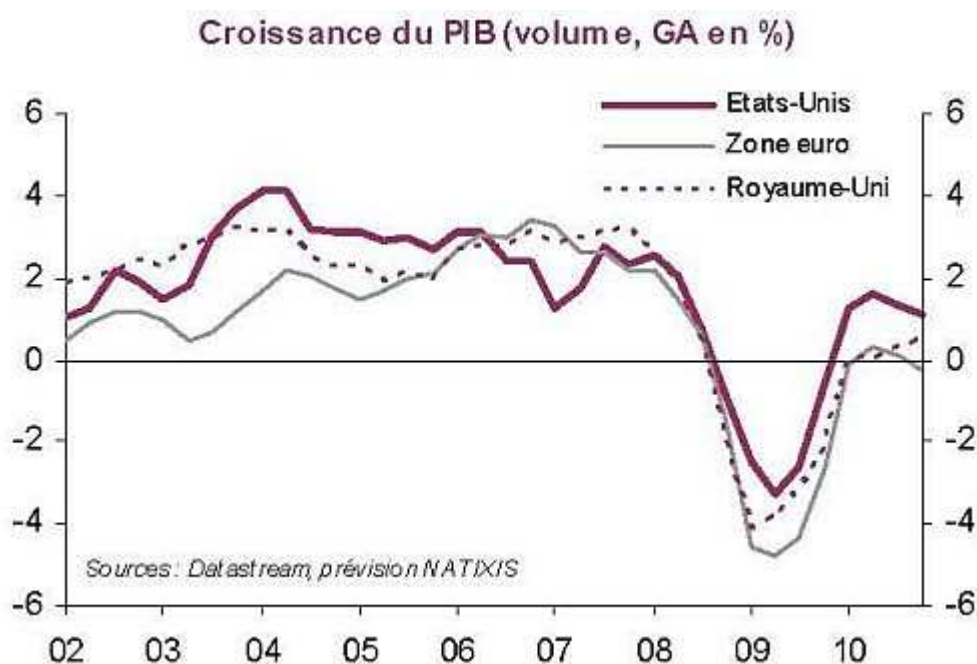
Mais la présidence tchèque a choqué toute l'Europe par l'exposition de l'œuvre de David Černý, un artiste qui a prétendument coopéré avec 26 autres artistes européens pour créer „Entropa“ – un œuvre qui devait caractériser la nature de chaque pays membre. Cet ouvrage, un peu décadent et provocateur a attiré l'attention de tous et quelques pays ont même protesté contre cette exposition, par exemple la Roumanie. Conséquemment, Černý a avoué que c'était entièrement lui qui a construit la plastique.

Le budget du programme culturel tchèque s'est élevé à approximativement 82 millions de couronnes tchèques, ce qui est l'équivalent de 3,2 millions d'euros¹ (soit deux fois moins que celui de la France).

2.4. Économie et crise: des réactions verbales différentes

En pleine crise économique la présidence tchèque souhaitait renforcer le point économie, supprimer les barrières qui existaient dans le marché intérieur de l'Union et l'approfondir, puis assurer une meilleure circulation des biens, des personnes et notamment des services. La présidence tchèque était favorable plutôt à l'économie libérale, ce qui a été en désaccord avec la vision économique française, qui préférait des régularisations du marché. Or, la crise économique et financière est arrivée, la croissance économique européenne s'est arrêtée et l'Union cherchait vite une décision raisonnable.

Une situation encore pire qu'en 2008, était celle en 2009 où un grand nombre de firmes ont développées beaucoup d'efforts pour survivre sur le marché. La croissance du PIB a chuté partout dans le monde, comme on peut l'observer sur le graphique suivant :



<http://a33.idata.over-blog.com/500x336/0/54/09/82/Dette-priv-e-Dette-Publique/Croissance-PIB-EU-ZE-RU-2002-2009.jpg>

Par exemple en République tchèque en octobre 2008, 17% des firmes ont prévues le licenciement alors qu'en 2009 c'étaient déjà 40% des firmes⁹.

⁹ <http://www.businessinfo.cz/cz/clanek/brezen-2009/nalada-ceskych-podnikatelu-se-zhorsuje/1001767/52309/>

Le taux de chômage annuel en République tchèque¹⁰

2008	2009
6.6%	5,4%

Le taux de chômage annuel en France¹¹

2008	2009
7,9%	7,4%

En contexte avec la crise, le premier ministre tchèque Mirek Topolánek a convoqué un sommet extraordinaire sur les possibilités du relancement économique européen. Là le premier ministre a rappelé aux Etats membres qu'il fallait renoncer à n'importe quelle forme de protectionnisme et de pratiques pareilles pour garantir une relance dans les délais les plus proches.

Le président de la France, Nicolas Sarkozy a quand même montré son attitude protectionniste quand il a déclaré: "*Si on donne de l'argent aux industries automobiles pour se restructurer, ce n'est pas pour apprendre qu'une nouvelle usine va partir en Tchéquie ou ailleurs*".¹¹ Mirek Topolánek a répondu à son partenaire via les médias: "*Les tentatives de mettre à profit la crise financière pour introduire de telles formes de protectionnisme (...) peuvent ralentir et menacer la reprise économique en Europe*" en ajoutant: "*Ce que dit Nicolas Sarkozy est invraisemblable. "Quiconque souhaiterait sérieusement menacer la ratification du traité de Lisbonne n'aurait pu trouver meilleur moyen ni meilleur moment.*"¹²

Rappelons - nous que la ratification du Traité de Lisbonne a eu à l'époque un futur très incertain en Tchéquie.

2.5. Le budget et les dépenses de chaque présidence dans le temps de la crise

Rappelons nous que toutes les deux présidences ont eu lieu pendant la crise financière qui a eu des conséquences négatives sur la croissance économique de toute l'Europe.

10 <http://www.indexmundi.com/g/g.aspx?c=ez&v=74&l=fr>

11 http://www.indexmundi.com/france/unemployment_rate.html

12 <http://www.lemonde.fr/web/depeches/0,14-0,39-38400356@7-37,0.html>

Dans ce contexte il est assez intéressant de regarder comment et combien les deux pays ont dépensé d'argent.

La France a dépensé chaque jour de sa présidence à peu près 1 million d'euros. En global, le gouvernement prévoyait en 2008 d'accorder pour la présidence 190 millions d'euros¹³. Finalement, le chiffre a légèrement baissé, à 151,54 millions d'euros¹⁴, alors que le coût moyen des présidences dernières variait autour de 70 millions d'euros. Le gouvernement français a été critiqué pour ce gigantesque chiffre en se défendant que ce budget était adéquat auprès des grands pays. En comparant le coût des deux anciennes présidences françaises, on voit qu'en 1995 la France a dépensé 14,1 millions d'euros et en 2000 les dépenses ont dépassé 56,9 millions d'euros.

Concernant le budget pour 2008, seul le Sommet de l'Union pour la Méditerranée au Grand Palais à Paris (qui a duré 4 heures) a été assez coûteux – 16,6 millions d'euros. Le dîner pour les représentants des 44 pays pour le prix de 1, 010 256 €, soit 5 050 € par personne. Au Palais a été installée une douche, pour le président français, qui n'a jamais été utilisée, pour 245 775 euros.

Le coût global de vols effectués par le président français s'élevait à 4,47 millions d'euros¹⁴.

Le logo de la présidence française, designé par un célèbre designer, avait un coût de 57 400 euros. Pour comparer, le logo de la présidence tchèque avait un coût à peu près de 2000 euros.

La République tchèque a dépensé pour la la préparation et la même réalisation de la présidence (en 2007-2009), 3,4 milliards¹⁵ de couronnes tchèques, soit 134,8 millions d'euros¹⁶. La comparaison des prix n'est pas objective car chaque pays n'inclut pas dans le compte final de la présidence les mêmes périodes. Pour la seule réalisation, c'est-à-dire pour les six mois de la présidence tchèque ont été dépensés 2,19 milliards de couronnes tchèques, soit 86 millions d'euros ce qui représente un prix normal.

Pendant la présidence tchèque ont eu lieu différents sommets et conférences, en totalité 336 de sessions, dont 4 hautes sessions de représentants des pays membres et d'autres Etats.

13 <http://www.mediapart.fr/journal/france/290608/europe-le-mysterieux-mais-gargantuesque-budget-de-la-presidence-francaise>

14 <http://www.senat.fr/rap/r09-049/r09-0491.pdf>

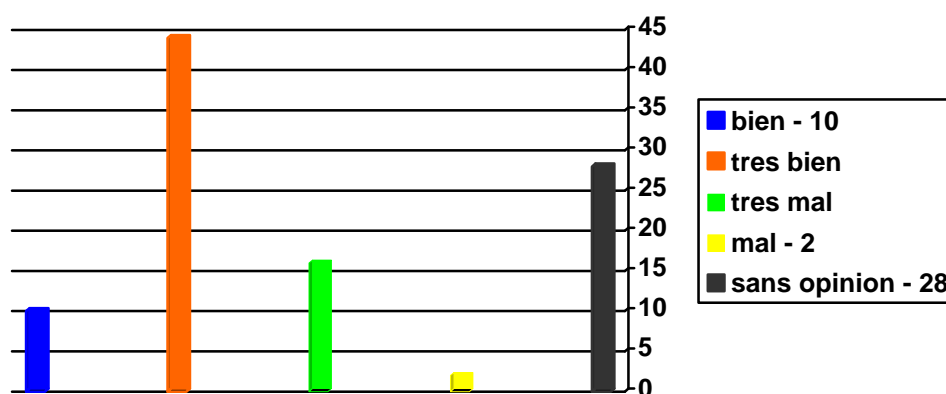
15 http://www.mfcr.cz/cps/rde/xchg/mfcr/xsl/podklady_pro_jednani_vlady_54722.html

16 vers 30/03/2010, selon ČNB, 1€ = 25,440 Kč

2.6. Un événement inattendu pour tout le monde

Selon les enquêtes faites entre janvier-février 2009 par l'agence CVVM entre les citoyens tchèques, la République tchèque a mené sa présidence dans le bon sens. Elle a aidé l'Union à sortir de la crise du gaz et ainsi elle a montré son art de la diplomatie. Les résultats de l'enquête voir ci-dessous sur le graphique (sera refait en français):

Comment la République tchèque conduit sa présidence de l'Union européenne? [en %]



Source: CVVM

Un gros choc a étonné toute l'Europe le 24 mars 2009, le jour où l'opposition sociale a prononcé au parlement tchèque une motion de censure. Après cet événement le premier ministre Mirek Topolanek devait démissionner et chercher vite un nouveau gouvernement qui conduirait la présidence tchèque jusqu'à la fin. La chute du gouvernement tchèque a choqué toute l'Europe et bien que les hommes politiques ont persuadé le public que la chute du gouvernement n'aie aucune conséquence négative sur la présidence tchèque, en réalité elle a beaucoup blessée la confiance des Européens.

Le gouvernement qui est venu après Mirek Topolanek, avec Václav Fischer à la tête, étaient les gens sans l'expérience précédente en gestion d'une telle institution que l'Union était. Les médias européens ont souvent déclaré que l'Union était conduite par « un robot ».

3. Les résultats – après la fin des deux présidences

Après avoir vu la comparaison des deux présidences, on poursuivra le travail dans la troisième partie où nous voudrions faire un petit résumé des présidences, comparer les critiques, et principalement voir, qu'est-ce qu'il reste après les douze mois que les deux pays se sont engagés.

Également nous ferons un petit détour pour voir comment ont conduit la présidence de l'Union les pays après la France et la République tchèque, c'est-à-dire la Suède qui a effectué la présidence de l'Union le deuxième semestre 2009 et l'Espagne, effectuant la présidence le premier semestre 2010.

3.1. Après la présidence française

La France a cédé au 1. 1. 2009 la présidence de l'Union à la République tchèque. On peut avouer que la France a fait un bon travail que ce soit en matière de gestion de la crise ou en matière de propositions de réformes. Le programme de travail de la présidence française a été très pro-européen avec beaucoup de réformes et plein d'efforts.

Nous pouvons considérer la présidence française comme une présidence fructueuse. Elle a beaucoup influencé la future politique européenne. Nous pouvons nommer les succès de cette présidence :

- l'adoption du paquet climatique au sommet en décembre 2008 : le président de la France, Nicolas Sarkozy considérait l'admission de ce paquet comme le plus grand succès de la présidence. Récemment l'Union a été avertie par l'ONU que la baisse de 20% des émissions de gaz à effet de serre n'était pas si ambitieux et qu'il conviendrait mieux de réduire ces émissions de 30%.
- l'adoption du pacte sur l'Immigration et l'asile le 16 octobre 2008 à Bruxelles

Et que s'est-il passé avec les autres projets qu'avait la France dans son programme (l'Union pour la Méditerranée, la réforme sur les PME) ?

3.1.1. Sur l'Union pour la Méditerranée

Cette Union a officiellement été créée comme un ensemble politique et économique le 13 juillet 2008. Les membres comme l'Égypte, le Lybie, l'Algérie, la Turquie, l'Israël etc. nous évoquent plutôt l'idée que la présidence française voulait entrer en relation politique avec les pays stratégiques qui pourraient être dans le futur des partenaires très utiles pour l'Europe – ces pays possèdent des sources importantes de gaz et de pétrole.

Quel progrès alors a fait cet ensemble presque deux ans après sa fondation ? Nous avons cherché des informations sur le site officiel de l'Union pour la Méditerranée, malgré tout nous n'avons trouvé aucune intéressante nouvelle qui prouvait la moindre activité.

Le dernier message sur l'Union pour la Méditerranée du 13 avril 2010 en contexte avec la présidence espagnole qui exerce sa fonction pendant le premier semestre 2010 était telle qu'un consensus sur la gestion de l'eau dans la région palestinienne était impossible à trouver à cause du désaccord terminologique. Le territoire palestinien a été appelé dans le dossier comme « occupé » ce que n'acceptait pas Israël en proposant la formule « territoire sous occupation » qui n'était pas accepté par le côté arabe.

Il n'est pas facile alors d'évaluer le fonctionnement de cette autorité.

3.1.3. Sur les PME

La France a réussi à faire adoper le « Small Business Act », une déclaration sur les PME, qui devrait améliorer leur position sur les marchés. L'idée était de changer la politique européenne et de se concentrer sur la création des postes de travail d'une façon que les petites entreprises auraient la priorité devant les grandes. Un autre avantage du Small Business Act consiste en la réduction de la charge administrative justement pour les PME d'ici 2012.

Une autre nouveauté pourrait être le statut de la société privée européenne qui permettrait aux PME de créer une entreprise dans un autre Etat membre qui se conduirait par des règles pareilles partout dans l'Europe. Le capital minimum a été établi symboliquement à 1 euro. Cette proposition n'est pas encore adoptée car quelques Etats membres sont contre.

3.1.2. La présidence vue par les hommes politiques

Nicolas Sarkozy – le président de la république et le leader qui a été pendant six mois à la tête de l'Union a déclaré, qu'il a beaucoup aimé le travail au sein de l'Union. « *L'Europe m'a changé* » a-t-il ajouté. Il affirme que l'Europe a commencé à changer en conséquence ses activités. A la fin il a conclu que l'Europe était plus forte à la fin de la présidence française qu'à son début.

Jean-Pierre Jouyet – le secrétaire d'État français a été pendant la présidence française chargé des Affaires européennes. Selon lui, la présidence française de l'Union était une action très dynamique et très fructueuse. Il croit que la France a très bien mené l'Europe dans le temps de la crise économique et qu'elle a bien géré le conflit en Géorgie. Il regrette quand même le « non » irlandais quant au Traité de Lisbonne le 12 juin 2008.

3.2. Après la présidence tchèque

Le plus grand succès pour la République tchèque était sans doute la solution dans la crise du gaz en janvier 2009 entre la Russie et l'Ukraine. A cette époque la République tchèque a montré qu'elle était capable d'effectuer le rôle du leader européen. Malheureusement sa réputation a été menacée par la chute du gouvernement en avril 2009. Après cet événement la présidence s'est déroulée plutôt discrètement.

Les réformes prises pendant la présidence tchèque :

Pendant la présidence tchèque a été adoptée une partie du Small Business Act, la baisse du taux de TVA. Cela permettra aux PME de bénéficier du taux de 5% de TVA sur l'ensemble des services offerts en majorité par les PME : coiffure, rénovations, restauration, services de nettoyage etc.

« Le troisième paquet énergétique » réglant le fonctionnement du marché d'énergie, rendant plus clair le mécanisme d'investissements dans le secteur énergétique et la connexion des réseaux. Il a également amélioré la position de consommateurs.

Le paquet « Transport aérien » a enlevé les barrières qui existaient dans ce type de transport, il a aussi diminué les temps des vols, a aidé la baisse de la consommation des carburants et ainsi la baisse des émissions de CO2.

Le paquet sur le transport routier – a enlevé des barrières administratives et a facilité l'entrée sur le marché routier tant au niveau national ainsi qu'au niveau international.

Le paquet sur la coordination d'assurance sociale qui devait simplifier la mobilité de citoyens au sein d'Union, réduire les barrières administratives et également moderniser le changement d'informations entre les administrations des Etats membres.

3.2.1. La présidence vue par les hommes politiques

Václav Klaus, le président de la République tchèque a déclaré qu'il n'a pas compris la création d'une nouvelle « épreuve sportive », alors l'évaluation de la présidence tchèque. Il a ajouté que la présidence tournante n'est qu'un jeu de la démocratie européenne, parce qu'en réalité l'Europe est conduite par les grands Etats. Pour conclure il a affirmé que la présidence a bien joué son rôle quand à la gestion administrative de l'Union et elle a protégé l'Europe contre des intentions absurdes de sauver l'Europe pendant la crise économique.

A l'adresse du président français, Vaclav Klaus a mentionné qu'il n'était qu'énergique, mais que son intérêt était tout simplement de renforcer la position de la France en Europe.

Cecilia Malmström, ministre suédoise des Affaires européennes a évalué la présidence tchèque comme très bonne malgré les problèmes conjoints à la chute du gouvernement en avril 2009. Elle a souligné la réussite auprès de la crise du gaz .

3.3. Quoi-en conclure?

Pour conclure la troisième partie de ce travail, nous évaluons les résultats et les points positifs et négatifs de chaque présidence. La présidence française a montré une grande volonté de faire progresser le développement de l'Union, ce que n'était pas tout à fait le cas de la présidence tchèque.

La France, à la différence de la République tchèque renforcé sa position au sein de l'Union au sens qu'elle a mené beaucoup d'activités : des négociations sur plusieurs paquets clés, la fondation de l'Union pour la Méditerranée et également une forte médiatisation. La perception de la présidence française était plutôt bonne, avec quelques points négatifs bien sûr, mais qui n'étaient pas majoritaires.

La République tchèque a été, malgré les efforts faits (les réformes sur le transport, la gestion de la crise du gaz), considérée comme une présidence assez faible. Cet effet a été renforcé par la succession après la présidence française. L'événement qui a blessé le plus sa réputation a été la chute du gouvernement au milieu de son fonctionnement. Avec les changements de personnalités a disparu une certaine confiance dans la capacité des Tchèques à conduire l'Union.

Dans ces deux cas ont figuré d'autres éléments qui ont influencé la perception des deux présidences (par exemple le rôle de la médiatisation ou l'attitude face au Traité de Lisbonne) que nous décrivons dans la conclusion de cette étude.

Conclusion

La présidence de l'Union européenne a présenté pour les Etats qui l'ont assuré une grande possibilité de se faire voir, de renforcer sa position et de pouvoir décider les actions menées dans l'Union et dans les relations entre l'Union et le monde. Nous avons comparé les deux pays, bien différents dans plusieurs aspects, qui ont conduit l'Union – l'un d'eux un grand pays qui a été l'un des fondateurs de l'Union et l'autre, un petit Etat, membre de l'Union depuis 2004, un Etat ne faisant pas partie de l'eurozone avec un président extrêmement eurosceptique.

Disons que tout le monde s'attendait un peu que la présidence française ait un succès. La France a présenté beaucoup de thèmes auxquelles elle voulait trouver une réponse claire entre les pays membres. Elle a relevé les problèmes d'immigration et les problèmes environnementaux liés avec les problèmes d'émissions de CO2. Une priorité « en plus » pour la présidence française était la ratification du Traité de Lisbonne qui finalement a été aboutie pendant la présidence suédoise (à cause du « NON irlandais » et des obstructions de la part de la République tchèque). Beaucoup d'espérances (et d'argent) de la France furent mises dans l'Union pour la Méditerranée qui devait être un ensemble international. Finalement la seule chose qui est restée après cette fondation a été la question du pourquoi le sommet à Paris où les autorités ont discuté sur l'Union coûtait quasi 17 millions d'euros.

La possibilité pour la République tchèque d'être à la tête de l'Union comme un Etat relativement nouveau, représentait un défi exceptionnel pour montrer au monde que même un petit pays d'Europe centrale est capable de prendre des décisions au niveau international. La République tchèque avait la possibilité de se faire mieux connaître et de montrer ses qualités. Les trois priorités plutôt générales étaient : l'économie, l'énergie et l'Europe et le monde. De ce point de vue on pourrait dire que la présidence tchèque a réussi à réaliser ses objectifs. Dans le domaine de l'économie elle a enlevé quelques barrières qui empêchaient le marché intérieur et extérieur. Concernant l'énergie, surtout la réussite dans la gestion de la crise du gaz est importante à souligner. Pour l'Europe et le monde, il convient de nommer la création du Partenariat oriental, mais aussi la bonne gestion de la crise du gaz, car il était indispensable de résoudre le problème avec les livraisons du gaz et en même temps, de conserver les bonnes relations entre l'Union, la Russie et l'Ukraine.

La France a employé presque tous les moyens pour propager sa présidence. Elle a été accompagnée par une forte médiatisation. Tous les événements au cours du deuxième semestre concernant la présidence ont été régulièrement annoncés et analysés par les experts. Même à la fin de la présidence française, au cours de la présidence tchèque les médias français ont souvent largement informé sur les initiatives de Nicolas Sarkozy.

Malheureusement la République tchèque n'a pas utilisé comme la France une forte médiatisation et ceci pourrait être la raison pourquoi les citoyens, les médias ou les hommes politiques européens la considéraient comme une présidence terrible et le changement pour la Suède a été indiqué comme « un soulagement ».

Finalement alors les plus grandes priorités françaises ont été accomplies : le Paquet énergie-climat et le Pacte immigration. Les résultats sur l'Union pour la Méditerranée ou sur la ratification du Traité de Lisbonne sont plutôt négatifs. Bien que le désaccord irlandais n'était pas la faute sur le côté français. Également la question sur la réforme de la politique agricole commune ne progressait pas. Concernant les résultats dans le domaine de la défense, nous avouons qu'il était bien pour les pays membres de choisir volontairement s'ils voulaient coopérer sur les projets militaires ou pas.

La présidence française avait un succès mais à quel prix ? Une présidence qui a eue un coût total de 152 millions d'euros serait inacceptable de n'apporter aucun progrès. La question est est-ce que ces dépenses étaient vraiment nécessaires, quand le coût moyen de la présidence menée par un grand Etat membre oscille autour de 70 millions d'euros.

La France comme un grand pays fondateur de l'Union pouvait mener plus de grands projets et des projets d'intérêt européen. Elle avait également un budget plus large mais comme on a vu ceci ne doit pas toujours être l'avantage. Une chose nécessaire pour la présidence française était montrer que le refus de la constitution européenne en 2005 n'a pas endommagé la position de la France en Europe. La médiatisation a été largement utilisée, ce qui a été un grand plus et une bonne voie de la propagation de la présidence française à l'étranger.

La République tchèque ne disposait pas d'un tel budget comme la France, ce qui ne veut pas forcément dire que c'était un point négatif. Au moins elle a évité les dépenses superflues. Un

point négatif pour la présidence tchèque a été l'expérience insuffisante avec la gestion de l'Europe. Par contre le petit pays défend tout d'abord ses projets nationaux sans regarder s'ils sont utiles pour tous les Etats membres. Malheureusement la République tchèque a déformé elle-même son image à cause des désaccords à l'intérieur du gouvernement ce qui on peut considérer comme un point très négatif de la présidence, et cet accident a amorti toutes les réussites. La médiatisation pendant la présidence tchèque a été en comparaison avec celle de la présidence française très faible ce qui pouvait avoir encore un mauvais impact sur la perception de la présidence tchèque.

La Suède qui a suivi la présidence tchèque a tenu la dernière présidence qui a assuré le fonctionnement de l'Union européenne car en décembre 2009 le Traité de Lisbonne est entré en vigueur et il a changé un peu le mécanisme des présidences. Maintenant le président de l'Union Européenne assure en permanence la représentation de l'Union. Les présidences tournantes ont été maintenues seulement au niveau des conseils des ministres thématiques.

Bibliographie

- FIALA, P., PITTROVÁ, M.: Evropská unie. Brno Centrum pro studium demokracie a kultury 2003. ISBN 80-7325-015-2
- JOUYET, J.-P., COIGNARD, S. Une présidence de crises. Albin Michel 2009
- POTUŽNÍK, F.,J., SLAVÍK, H., TOPOLÁNEK, M.: Sto dní v čele Evropy. Praha WWA photo s.r.o. 2009. ISBN 978-80-903963-5-7
- MALTERRE, J.-F., PRADEAU, CH.: L'Union européenne en fiches. Brédal 1997. ISBN 2-84291-026-5
- Le magazine de la Chambre de commerce franco-tchèque. Contact N° 48, juin-août 2008
- Le magazine de la Chambre de commerce franco-tchèque. Contact N° 51, mars-mai 2009
- Regards sur l'actualité n° 340 avril-mai 2008. Union européenne: les enjeux de la présidence française. La documentation Française, ISSN: 03337-7091
- Brochure d'information présentée par Nicole FONTAINE. La présidence de l'Union européenne par la France. Editions du CEIC 2008
- Revista Atenea. Seguridad y Defensa. año II, N°9, septiembre 2009, ISSN: 1889-0210

Sources multimédia:

- Agentura STEM: www.stem.cz
- Ministerstvo zahraničních věcí: <http://www.mzv.cz/jnp/cz/index.html>
- Ministerstvofinací: <http://www.mfcr.cz/>
- Oficiální zdroj informací o členství ČR v Evropské unii: <http://www.euroskop.cz>
- Site officiel de la présidence française de l'Union européenne: <http://eu2008.fr/>
- Oficiální stránky českého předsednictví: <http://www.eu2009.cz/default.htm>
- Oficiální stránky španělského předsednictví: <http://www.eu2010.es/>
- Stránky Evropské komise: http://ec.europa.eu/index_cs.htm
- <http://www.euractiv.fr/>
- Informační portály: <http://www.figaro.fr>, <http://zpravy.idnes.cz/>,
<http://www.novinky.cz>
- Portál pro podnikání a export: <http://www.businessinfo.cz/>
- Portál prezidenta Václava Klause: <http://www.klaus.cz/>

Résumé

La présidence de l'Union européenne donne une occasion extraordinaire à chaque pays présidentiel de renforcer sa position au sein de l'Union et dans le monde. Cette occasion a été accordée dans le second semestre 2008 à la France et dans le premier semestre 2009 à la République tchèque. Il a été intéressant d'observer comment ces deux pays bien différentes – un grand et un petit pays, un pays d'Europe occidentale et l'autre d'Europe centrale, se sont accommodés de la présidence de l'Union et comment ils ont choisi leur stratégie de la gestion.

Dans la première partie on a vu la présentation des deux présidences et de leurs programmes. La France n'a pas effectué la présidence de l'Union européenne pour la première fois. Elle a présenté son programme où elle voulait solutionner par exemple la problématique de la politique agricole commune, de l'immigration où la question du paquet climat-énergie. Une autre priorité de la France a été la ratification du Traité de Lisbonne dans tous les Etats membres pour le faire entrer en vigueur vers le premier janvier 2009. Ceci finalement à cause du « non » irlandais n'a pas été possible de réaliser. Le président Nicolas Sarkozy a par contre réalisé le grand projet – l'Union pour la Méditerranée.

La République tchèque a commencé sa présidence très bien, par la négociation réussite de la crise du gaz en janvier 2009 et ceci nous pouvons estimer comme un grand succès de la diplomatie tchèque. Le programme de la présidence avait pour objet trois grandes questions : l'économie, l'énergie, et l'Europe et le monde. La République tchèque visait aussi à enlever les barrières qui empêchaient la libre circulation des marchandises des services et des capitaux.

La France et la République tchèque ont convergé un accord dans quelques thèmes comme nous l'avons décrit dans la deuxième partie de cette étude. Les thèmes convergents ont été l'énergie et l'immigration. Les questions non-convergentes ont été les questions sur le climat ou les question sur la politique agricole commune ou sur la défense.

Puisque l'Europe s'est trouvée pendant les deux présidences dans la crise économique, il a été assez intéressant d'observer la stratégie budgétaire des deux pays et leurs dépenses pendant les six mois à la tête de l'Union. Un immense échec pendant la présidence tchèque a été la chute du gouvernement en mars 2009, où la réputation de la présidence a beaucoup souffert.

Dans la troisième partie de ce travail nous comparons les résultats, les succès et les échecs des deux présidences. Nous y présentons également les évaluations des présidences par des hommes politiques.

Résumé

Předsednictví v Evropské unii dává každé zemi příležitost posílit svoji pozici v Unii, potažmo ve světě. Tuto příležitost dostala v druhém pololetí roku 2008 Francie, a v prvním pololetí roku 2009 Česká Republika. Bylo zajímavé sledovat jak se tyto dvě odlišné země, velká a malá země, západoevropský a středoevropský stát, s předsednictvím vyrovnaly a jakou strategii řízení zvolily.

Francie nevykonávala předsednictví poprvé a představila svůj velice ambiciózní program, kde chtěla například vyřešit problematiku společné zemědělské politiky, imigrace nebo klimatický balíček. Další prioritou Francie bylo ratifikovat Lisabonskou smlouvu ve všech členských zemích a umožnit tak její vstoupení v platnost k prvnímu lednu 2009, což se nakonec kvůli irskému odmítnutí Lisabonské smlouvy v referendu neuskutečnilo. Francouzský prezident uskutečnil svůj velký projekt – založení Unie pro Středomoří.

Česká Republika se zhostila svých šesti měsíců v čele Unie brilantně – pomohla vyřešit plynovou krizi na počátku roku 2009 a toto můžeme považovat za jeden z velkých úspěchů tohoto předsednictví. Český program se zaměřoval na odstranění vnitřních bariér v rámci Unie při realizaci volného pohybu zboží služeb a kapitálu. Základními body byla: ekonomika, energetika a Evropa a vnější vztahy.

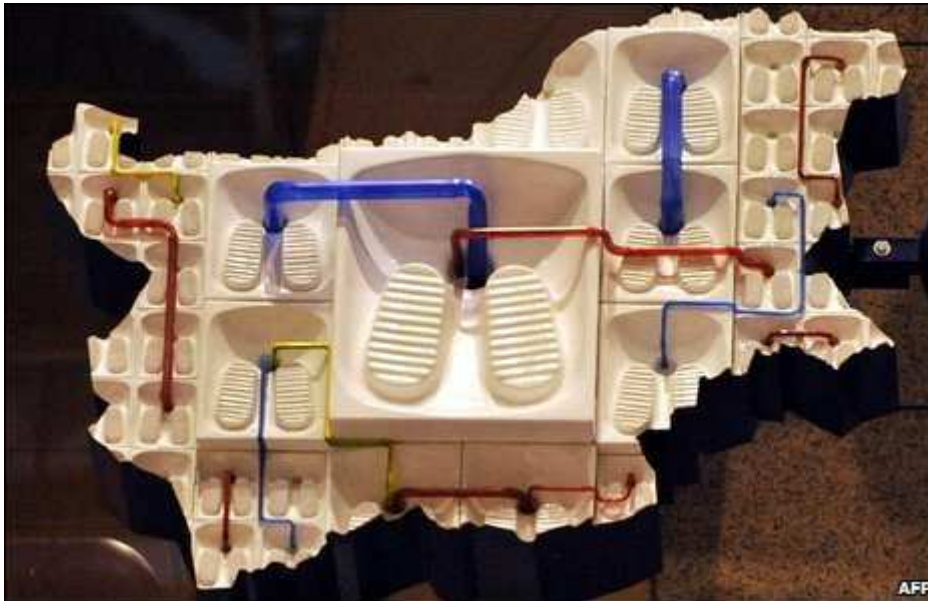
Francie i Česká Republika se shodly ve strategii řešení některých problémů, jak jsme popsali ve druhé části této práce. Tématy shody byla zejména energetika a migrace. V otázkách ochrany klimatu, společné zemědělské politiky nebo evropské obrany tyto dvě země našly větší či menší neshody.

Protože Evropa byla během českého i francouzského předsednictví v ekonomické krizi, bylo zajímavé sledovat rozpočtovou strategii obou zemí a jejich výdaje během šesti měsíců předsednictví. Velkou ránou pro české předsednictví byl pád vlády v březnu 2009, kdy pověst o serióznosti českého předsednictví velmi utrpěla.

Ve třetí, závěrečné části této studie, porovnáváme výsledky, úspěchy a neúspěchy obou předsednictví a hodnocení předsednictví politiky.

ANNEXES

Annexe N°1: « Entropa »



Une des plastiques d'Entropa: ceci représente la Bulgarie



L'autre plastique représentant la France

Annexe N°2: Calendrier des présidences prévues jusqu'en 2020

France	juillet - décembre 2008
République tchèque	janvier - juin 2009
Suède	juillet - décembre 2009
Espagne	janvier - juin 2010
Belgique	juillet - décembre 2010
Hongrie	janvier - juin 2011
Pologne	juillet - décembre 2011
Danemark	janvier - juin 2012
Chypre	juillet - décembre 2012
Irlande	janvier - juin 2013
Lituanie	juillet - décembre 2013
Grèce	janvier - juin 2014
Italie	juillet - décembre 2014
Lettonie	janvier - juin 2015
Luxembourg	juillet - décembre 2015
Pays-Bas	janvier - juin 2016
Slovaquie	juillet - décembre 2016
Malte	janvier - juin 2017
Royame-Uni	juillet - décembre 2017
Estonie	janvier - juin 2018
Bulgarie	juillet - décembre 2018
Autriche	janvier - juin 2019
Roumanie	juillet - décembre 2019
Finlande	janvier - juin 2020

Source: décision du Conseil (2007/5) du 1er janvier 2007